

Aperçu de la situation économique au Canada et répercussions potentielles pour le secteur public

Extrait, Compte rendu de la réunion publique du 8 juin 2023 fait par le Groupe de discussion sur la comptabilité dans le secteur public

Pour entamer la discussion sur les deux sujets à l'ordre du jour, David-Alexandre Brassard, économiste en chef à CPA Canada, fait le point sur les tendances économiques et les répercussions potentielles pour le secteur public canadien :

- La poussée initiale de l'inflation découle d'un déséquilibre économique général entre l'offre et la demande. Bien que les perturbations des chaînes d'approvisionnement se soient résorbées, les pénuries de main-d'œuvre persistent.
- L'indice des prix à la consommation (IPC)¹, qui mesure l'inflation, demeure élevé :
 - Après un pic de 8,1 % en juin 2021, l'indice s'établissait à 4,3 % en mars 2023.
 - Les augmentations proportionnelles des divers éléments pris en compte dans le calcul de l'IPC ont fluctué. Les prix des aliments demeurent nettement plus élevés que ceux des autres produits et services².
- L'augmentation en parallèle des salaires stimule la consommation, ce qui accentue l'inflation.
- Les banques canadiennes ne s'attendent pas à un retour à des taux d'intérêt inférieurs à 3 % avant 2025. Par conséquent, le coût des emprunts restera élevé.
- L'inflation a donné lieu à une augmentation des revenus de nombreux organismes du secteur public; le produit intérieur brut (PIB) nominal a en effet dépassé le PIB réel en raison de l'inflation³.
- L'économie canadienne a fait preuve d'une plus grande résilience que prévu. Certains indicateurs laissent entrevoir la possibilité d'une récession modérée ou d'un ralentissement économique en 2023 ou en 2024.
- L'emploi dans le secteur public a considérablement progressé par rapport aux autres secteurs du marché du travail. Cette progression varie d'une province à l'autre.
- La vague de départs à la retraite continuera d'ébranler le marché du travail, plus particulièrement dans le secteur public, où l'âge moyen de la retraite (62,7 ans) est moins élevé que dans le secteur privé (64,7 ans).
- Le pays continue de connaître des déséquilibres budgétaires en raison du niveau d'endettement insoutenable de certaines provinces.

¹ La Banque du Canada utilise l'IPC pour suivre l'évolution des dépenses du ménage canadien moyen au fil du temps. Pour en savoir plus sur l'utilisation de l'IPC comme mesure de l'inflation, visitez la page [L'indice des prix à la consommation expliqué](#) sur le site Web de la Banque du Canada.

² Statistique Canada, « [Indice des prix à la consommation, mars 2023](#) », *Le Quotidien*, 18 avril 2023.

³ Les recettes publiques, qui proviennent principalement de mesures nominales comme l'impôt des particuliers et l'impôt des sociétés, ont été plus élevées que prévu.

En résumé, on s'attend à ce que les conditions économiques difficiles persistent. Les organismes du secteur public doivent examiner les obligations d'information financière afin de veiller à ce que l'incidence du contexte économique actuel soit prise en compte dans leurs états financiers.